	<b>Coronavirus Covid-19</b> <b>PLAN DE REPRISE</b> <b>D'ACTIVITÉ</b>	Référence :	PCA
		Version :	1
		Date application :	02/06/2020
		Page :	1 sur 15

## **SOMMAIRE :**

### **1. Objet**

### **2. Date d'application**

### **3. Domaine d'application**

### **4. Information et prévention à destination du personnel**

- Rappel général : les gestes barrières
- Les directives avec le déconfinement en phase 3
- Les équipements de protection individuels


### **5. Protection du personnel (rôle des référents et de chaque salarié, mesures à prendre en fonction de chaque cas)**

- Cas n°1 : pour les salariés vulnérables ou domiciliés avec une personne vulnérable
- Cas n°2 : Pour le salarié qui présente des symptômes
- Cas n°3 : Pour le salarié contaminé (cas confirmé)
- Cas n°4 : Pour les salariés qui ont été en contact avec d'autres personnes saines mais qui se sont révélées malades par la suite
- Cas n°5 : Pour les salariés qui sont en contact avec les jeunes malades mis en isolement
- Cas n°6 : Pour les salariés qui ont été atteint du COVID et dont l'arrêt de travail prend fin

### **6. Les mesures d'organisation du travail**

- Les règles d'utilisation des locaux
- Retour aux tickets restaurant

<b>Rédaction</b>	<b>Rédaction/Vérification</b>	<b>Approbation</b>
Inès TARTARIN, Responsable Juridique Social – GROUPE SOS Jeunesse	Delphine TEYSSIER, Directrice Relations Sociales et Juridique – GROUPE SOS Jeunesse	Mekharchi Flavie, Membre du directoire – GROUPE SOS Jeunesse
Visa	Visa	Visa
		Date d'approbation : 02/06/2020

	<b>Coronavirus Covid-19 PLAN DE REPRISE D'ACTIVITÉ (suite)</b>	Référence :	PRA
		Version :	1
		Date application :	29/06/2020
		Page :	<b>2 sur 15</b>

## 1. Objet

La poursuite du déconfinement dans le cadre de la phase 3 implique une mise à jour du plan de reprise d'activité des établissements du secteur Groupe SOS jeunesse. Il s'agit d'un allègement des mesures, en conformité notamment avec le protocole de déconfinement national pour les entreprises du 24/06/2020 publié par le Ministère du travail.

En revanche, le département de la Guyane et de Mayotte étant toujours classés orange, resterons sur l'application du précédent protocole.

## 2. Date d'application

Le présent plan, s'applique à compter du 29 juin 2020 et pourra faire l'objet de modifications en fonction de l'évolution de la situation sanitaire et des mesures gouvernementales.

## 3. Domaine d'application

Ce PRA s'applique à l'ensemble des établissements du secteur Groupe SOS Jeunesse, sauf ceux de la Guyane et de Mayotte.


Il devra être adapté aux spécificités de chaque établissement.



Le présent plan de reprise d'activité et les *Protocoles Coronavirus (milieu ouvert, hébergement, UHD, placement familial, nettoyage, ...)*

ont été portés :

- à l'information (+ information de la CSSCT si elle existe)
- à l'information du médecin du travail, de l'inspecteur du travail et des autorités de tutelles.

	<b>Coronavirus Covid-19 PLAN DE REPRISE D'ACTIVITÉ (suite)</b>	Référence :	PRA
		Version :	1
		Date application :	29/06/2020
		Page :	<b>3 sur 15</b>

## 4. Information et prévention à destination du personnel

- **Rappel général :**

L'application des règles de distanciation physique et des gestes barrières demeure le seul moyen efficace d'éviter la propagation de la pandémie :

### Les gestes barrières à adopter



Lavez-vous très  
**régulièrement** les mains



Utilisez un mouchoir à usage  
**unique** et jetez-le



Toussez ou éternuez dans  
**votre coude** ou dans un  
**mouchoir**



Saluez sans se serrer la main,  
évitez les embrassades

### La distance sociale préconisée




**LES  
INFORMATIONS  
UTILES**



**0 800 130 000** (appel gratuit)

[gouvernement.fr/info-coronavirus](https://gouvernement.fr/info-coronavirus)

	<b>Coronavirus Covid-19 PLAN DE REPRISE D'ACTIVITÉ (suite)</b>	Référence :	PRA
		Version :	1
		Date application :	29/06/2020
		Page :	<b>4 sur 15</b>

- Les directives avec le déconfinement en phase 3 :

## Socle du déconfinement (à partir du 22 juin 2020)

### MESURES D'HYGIENE


- Se laver régulièrement les mains à l'eau et au savon (dont l'accès doit être facilité avec mise à disposition de serviettes à usage unique) ou par une friction hydro-alcoolique
- Se couvrir systématiquement le nez et la bouche en toussant ou éternuant dans son coude
- Se moucher dans un mouchoir à usage unique à éliminer immédiatement dans une poubelle à ouverture non-manuelle
- Éviter de se toucher le visage, en particulier le nez, la bouche et les yeux ou de toucher son masque
- Ne pas se serrer les mains ou s'embrasser pour se saluer, ne pas faire d'accolade

### DISTANCIATION PHYSIQUE / PORT DU MASQUE

- Respecter une distance physique d'au moins 1 mètre
- Si risque de rupture de distance physique : faire porter systématiquement un masque grand public (ou masque à usage médical pour les personnes à risque de forme grave de Covid-19) par les salariés
- Mettre en place des dispositifs de protection (ex : écran transparent) si nécessaire dans les espaces rapprochés ne permettant pas de respecter une distance physique suffisante (ex : postes de travail côte à côte ou en face à face)

### AUTRES RECOMMANDATIONS (cf. annexe 2)

- Aérer régulièrement (toutes les 3 heures) les pièces fermées, pendant quinze minutes ; ou s'assurer d'un apport d'air neuf adéquat par le système de ventilation
- Nettoyer régulièrement avec un produit actif sur le virus SARS-CoV-2 les objets manipulés et les surfaces y compris les sanitaires
- Éliminer les déchets susceptibles d'être contaminés dans des poubelles à ouverture non manuelle
- Eviter de porter des gants : ils donnent un faux sentiment de protection. Les gants deviennent eux-mêmes des vecteurs de transmission, le risque de porter les mains au visage est le même que sans gant, le risque de contamination est donc égal voire supérieur
- Rester chez soi en cas de symptômes évocateurs du COVID-19 (toux, difficultés respiratoires, etc.) et contacter son médecin traitant (en cas de symptômes graves, appeler le 15)
- En cas de personne symptomatique sur le lieu de travail, mettre en place le protocole prévu au chapitre V
- Auto-surveillance par les salariés de leur température : un contrôle systématique de température à l'entrée des établissements/structures ne peut avoir de caractère obligatoire. Cependant, toute personne est invitée à mesurer elle-même sa température en cas de sensation de fièvre avant de partir travailler et plus généralement d'auto-surveiller l'apparition de symptômes évocateurs de COVID-19.

	<b>Coronavirus Covid-19 PLAN DE REPRISE D'ACTIVITÉ (suite)</b>	Référence :	PRA
		Version :	1
		Date application :	29/06/2020
		Page :	<b>5 sur 15</b>

- **Les équipements de protection individuels :**

### **LE MASQUE : cf. Protocole Coronavirus pour plus de précisions**

Le port du masque reste recommandé pour les professionnels. *Et, il demeure obligatoire dès lors que la distance physique d'au moins 1 mètre ne peut être garantie, s'il y a un doute sur la possibilité de l'organiser et la respecter, dans un lieu clos mal aéré ou mal ventilé, lors des transports d'enfants.*

Pour les assistants familiaux, le port du masque en continu au domicile, en présence de l'enfant, reste laissé à leur appréciation. Il en est également ainsi des personnes résidant au domicile de l'assistant familial. Pour toute sortie de l'assistant familial dans le cadre professionnel, le port du masque reste recommandé. *Et, il demeure obligatoire dès lors que la distance physique d'au moins 1 mètre ne peut être garantie, s'il y a un doute sur la possibilité de l'organiser et la respecter, dans un lieu clos mal aéré ou mal ventilé, lors des transports d'enfants.*

Pour les éducateurs/aides familiaux, le port du masque en continu au sein du Village d'enfant, en présence de l'enfant, reste laissé à leur appréciation. *Il en est également ainsi des personnes résidant au sein des pavillons du Village d'enfant (libre appréciation).* Pour toute sortie de l'assistant familial dans le cadre professionnel, le port du masque reste recommandé. *Cependant, il reste obligatoire dès lors que la distance physique d'au moins 1 mètre ne peut être garantie, s'il y a un doute sur la possibilité de l'organiser et la respecter, dans un lieu clos mal aéré ou mal ventilé, lors des transports d'enfants.*

Pour les professionnels ne travaillant pas au contact direct des enfants, le port d'un masque demeure obligatoire dès lors que la distance physique d'au moins 1 mètre ne peut être garantie ou s'il y a un doute sur la possibilité de l'organiser et la respecter, dans un lieu clos mal aéré ou mal ventilé.

**A NOTER :** La présence de plusieurs salariés dans un véhicule est possible à la condition du port du masque par chacun et de l'hygiène des mains ; les mêmes règles que celles appliquées dans les taxis ou pour le covoiturage sont applicables.

Le masque doit toujours être utilisé en complément d'une application rigoureuse des gestes barrières et des règles d'hygiène. Son efficacité dépend de son bon usage.

*Les précédentes recommandations qui avaient été formalisées dans le PRA et par voie d'affichage restent applicables (port, placement, changement, retrait, lavage....*

### **PAS DE PRISE DE TEMPERATURE**

Le gouvernement et le Haut Conseil de la Santé Publique ne recommandent pas la prise de température systématique ; en conséquence, cette mesure ne sera pas mise en place au sein des établissements du secteur jeunesse.


### **PAS DE TESTS SEROLOGIQUES**

Conformément au Protocole national de déconfinement pour les entreprises du 24/06/2020 publié par le Ministère du travail : « *il n'est pas du rôle des entreprises d'organiser des campagnes de dépistage virologique pour leurs salariés. Par ailleurs, s'agissant des tests sérologiques, les indications définies par les autorités sanitaires à ce stade ne permettant pas d'envisager des campagnes de tests sérologiques par les entreprises. Des campagnes de dépistage peuvent être menées auprès des salariés sur décision des autorités sanitaires* ».

- **Les mesures de soutien des salariés**

La **Cellule de soutien psychologique** et les **réunions de soutien dédiées** demeurent.



	<b>Coronavirus Covid-19 PLAN DE REPRISE D'ACTIVITÉ (suite)</b>	Référence :	PRA
		Version :	1
		Date application :	29/06/2020
		Page :	<b>6 sur 15</b>

## 5. Protection du personnel

- **Rôle des référents et des salariés :**

Les référents nationaux et locaux restent actifs et leur rôle inchangé.

Les salariés doivent continuer à être attentif à leur état de santé et celui des autres.

- **Mesures à prendre en fonction de chaque cas :**


### **Cas n°1 : Pour les salariés vulnérables ou domiciliés avec une personne vulnérable :**

Pour rappel, en application du décret du 5 mai 2020, la vulnérabilité répond à l'un des critères suivantes :

- 1° Etre âgé de 65 ans et plus ;
- 2° Avoir des antécédents (ATCD) cardiovasculaires : hypertension artérielle compliquée (avec complications cardiaques, rénales et vasculo-cérébrales), ATCD d'accident vasculaire cérébral ou de coronaropathie, de chirurgie cardiaque, insuffisance cardiaque stade NYHA III ou IV ;
- 3° Avoir un diabète non équilibré ou présentant des complications ;
- 4° Présenter une pathologie chronique respiratoire susceptible de décompenser lors d'une infection virale : (broncho pneumopathie obstructive, asthme sévère, fibrose pulmonaire, syndrome d'apnées du sommeil, mucoviscidose notamment) ;
- 5° Présenter une insuffisance rénale chronique dialysée ;
- 6° Etre atteint de cancer évolutif sous traitement (hors hormonothérapie) ;
- 7° Présenter une obésité (indice de masse corporelle (IMC) > 30 kg/m<sup>2</sup>) ;
- 8° Etre atteint d'une immunodépression congénitale ou acquise :
  - médicamenteuse : chimiothérapie anti cancéreuse, traitement immunosuppresseur, biothérapie et/ou corticothérapie à dose immunosuppressive ;
  - infection à VIH non contrôlée ou avec des CD4 < 200/mm<sup>3</sup> ;
  - consécutive à une greffe d'organe solide ou de cellules souches hématopoïétiques ;
  - liée à une hémopathie maligne en cours de traitement ;
- 9° Etre atteint de cirrhose au stade B du score de Child Pugh au moins ;
- 10° Présenter un syndrome drépanocytaire majeur ou ayant un antécédent de splénectomie ;
- 11° Etre au troisième trimestre de la grossesse.

Conformément au Protocole national de déconfinement pour les entreprises du 24/06/2020 :  
« il convient de limiter les contacts et sorties aux personnes elles-mêmes en raison de leur fragilité à l'égard du SARS-CoV-2.

Le télétravail est une solution à privilégier : il doit être favorisé par les employeurs, sur demande des intéressés et si besoin après échange entre le médecin traitant et le médecin du travail, dans le respect du secret médical. Il doit être favorisé aussi, autant que possible, pour les travailleurs qui sans être eux-mêmes à risque de forme grave vivent au domicile d'une personne qui l'est.

	<b>Coronavirus Covid-19 PLAN DE REPRISE D'ACTIVITÉ (suite)</b>	Référence :	PRA
		Version :	1
		Date application :	29/06/2020
		Page :	<b>7 sur 15</b>

Lorsque le télétravail ne peut être accordé, il convient d'assortir le travail présentiel de mesures de protection complémentaires dans des conditions de sécurité renforcée :

- ***mise à disposition d'un masque à usage médical par l'entreprise au travailleur, qui devra le porter sur les lieux de travail et dans les transports en commun lors des trajets domicile-travail et en déplacements professionnels (durée maximale du port de masque: 4 heures (+ le masque doit être changé lorsqu'il est souillé ou mouillé) ;***
- ***vigilance particulière de ce travailleur quant à l'hygiène régulière des mains ;***
- ***aménagement du poste de travail : bureau dédié ou limitation du risque (ex.: écran de protection).***



### **DEMARCHES :**

- 1- Envisager avec le supérieur hiérarchique la poursuite (reprise) du travail dans le cadre du télétravail (partiellement ou totalement, si partiellement voir aussi les démarches dans le point 2) ou de l'aménagement de son poste de travail en lien avec le médecin du travail**

**A SAVOIR :** reste inchangé le fait que le salarié peut alterner télétravail (si son poste le permet et ce qu'à temps partiel) et activité partielle.


#### **En cas de reprise :**

Il n'est pas possible de solliciter un « certificat de reprise » (Cf. communiqué du Conseil national de l'ordre des médecins diffusé le 26 mai 2020).

Néanmoins, dès lors que l'absence du salarié aura duré plus de 30 jours, une visite médicale de reprise devra être programmée.

- 2- Si télétravail impossible (ou seulement partiellement possible) > le salarié reste en activité partielle selon le certificat d'isolement (qui lui avait été fourni par la CPAM ou son médecin traitant ou du travail)**

Certains salariés pourraient préférer prendre leurs congés payés plutôt que de se trouver dans une situation d'activité partielle qui est moins bien rémunérée. Dans ce cas, l'employeur et le salarié peuvent décider de la date de prise des congés d'un commun accord.

	<b>Coronavirus Covid-19 PLAN DE REPRISE D'ACTIVITÉ (suite)</b>	Référence :	PRA
		Version :	1
		Date application :	29/06/2020
		Page :	<b>8 sur 15</b>

## **Cas n°2 : Pour le salarié qui présente des symptômes :**

### **Si les symptômes se manifestent en dehors du temps de travail**

En l'état actuel des connaissances, les symptômes principaux de l'infection provoquée par le COVID-19 sont la fièvre ou la sensation de fièvre (frissons, chaud-froid) et des signes respiratoires de type toux ou essoufflement. D'autres signes associés aux infections virales peuvent être retrouvés : maux de tête, courbatures, fatigue, une perte brutale de l'odorat (sans obstruction nasale), une disparition totale du goût, et une diarrhée.

**En cas de suspicion**, le salarié devra se référer au site <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>.

**Le salarié doit éviter tout contact physique.** Il est rappelé que la transmission du virus se fait par un « contact étroit »<sup>1</sup> avec une personne déjà contaminée, par l'inhalation de gouttelettes infectieuses émises lors d'éternuements ou de toux par la personne contaminée.

**Avant de se rendre en cabinet médical**, le salarié contacte par téléphone un médecin (médecin traitant, téléconsultation) ou appelle le numéro de permanence de soins de sa région.

**Il alerte** le référent « Covid-19 établissement » et/ou son supérieur hiérarchique (s'il n'est pas le référent Covid-19 établissement).

**Si et seulement si les symptômes s'aggravent** avec des difficultés respiratoires et signes d'étouffement, le salarié concerné ou, si ce n'est pas possible, l'employeur (via le référent « Covid-19 établissement ») appelle le SAMU- Centre 15 ou le 114 pour les personnes sourdes ou malentendantes.

### **Si les symptômes se manifestent pendant le temps de travail**


- 1- EN ETABLISSEMENT**, si un professionnel présente des signes évocateurs de Covid-19 sans gravité pendant son temps de travail, il doit immédiatement s'isoler, mettre un masque, rentrer chez lui et contacter un médecin (médecin traitant, téléconsultation) ou le numéro de permanence de soins pour avis médical.

Dans tous les cas, il prévient immédiatement son responsable pour être remplacé au plus vite auprès des jeunes, notamment s'il est seul en poste. Le référent Covid de l'établissement est également prévenu.

---

<sup>1</sup> Le **contact étroit** est défini comme un contact direct en face à face à moins d'1 mètre et/ou pendant plus de 15 min au moment d'une toux, d'un éternuement ou lors d'une discussion.



	<b>Coronavirus Covid-19 PLAN DE REPRISE D'ACTIVITÉ (suite)</b>	Référence :	PRA
		Version :	1
		Date application :	29/06/2020
		Page :	<b>9 sur 15</b>

En présence de signe grave (détresse respiratoire), appeler le SAMU- Centre 15 (en étant suffisamment proche de la personne, tout en portant un masque, afin de permettre au médecin de lui parler éventuellement) :


- se présenter, présenter en quelques mots la situation (COVID 19, pour qui, quels symptômes), donner son numéro de téléphone, préciser la localisation et les moyens d'accès, l'assistant de régulation passera un médecin et donnera la conduite à tenir (en demandant souvent de parler à la personne ou de l'entendre respirer)
- si l'envoi des secours est décidé par le centre 15, organiser l'accueil des secours, rester à proximité (en respectant la distance de 1m) de la personne pour la surveiller le temps que les secours arrivent, en cas d'éléments nouveaux importants, rappeler le SAMU 15, ne jamais s'énerver ou agir dans la précipitation.
- après la prise en charge de la personne, prendre contact avec le service de santé au travail et suivre ses consignes y compris pour le nettoyage du poste de travail et le suivi des salariés
- **après la prise en charge de la personne, prendre contact avec le service de santé au travail et suivre ses consignes, y compris pour le nettoyage et la désinfection du poste de travail et le suivi des salariés ayant été en contact avec le cas.**
- si le cas COVID est confirmé, l'identification et la prise en charge des contacts seront organisées par les acteurs de niveau 1 et 2 du contact tracing (le médecin prenant en charge le cas et les plateformes de l'assurance maladie) : les contacts évalués à risque selon la définition de Santé publique France seront pris en charge et placés en quatorzaine (pendant 14 jours après la date du dernier contact avec le cas confirmé).
- A cet égard, il est rappelé la nécessité de tenir du registre des entrées et sorties ; cela permettra d'être en mesure de répondre facilement aux questions posées par les acteurs.

**2- EN ACCUEIL FAMILIAL**, si l'assistant familial présente des signes évocateurs de Covid-19, il doit immédiatement s'isoler, et porter un masque de préférence chirurgical et contacter un médecin (médecin traitant, téléconsultation) ou le numéro de permanence de soins pour avis médical.

Il informera son employeur, qui l'indiquera aux services du conseil départemental en charge de l'aide sociale à l'enfance le cas échéant.

**En cas de symptômes graves**, par exemple détresse respiratoire, il convient de contacter le 15 (cf. ci-dessus).

Dans tous les cas, la nécessité d'un arrêt de travail pour le professionnel, et sa durée le cas échéant, et de son isolement sera déterminée par son médecin traitant.

	<b>Coronavirus Covid-19</b> <b>PLAN DE REPRISE</b> <b>D'ACTIVITÉ (suite)</b>	Référence :	PRA
		Version :	1
		Date application :	29/06/2020
		Page :	<b>10 sur 15</b>

### Cas n°3 : Pour le salarié contaminé (cas confirmé) :


Jusqu'à la fin de l'état d'urgence (10 juillet 2020), l'arrêt de travail « maladie » est établi par la CPAM des assurés ou, le cas échéant, par les médecins conseils de la CPAM, qui doivent le transmettre sans délai à leur employeur.

Les salariés alors soumis à une mesure d'isolement peuvent bénéficier des indemnités journalières de Sécurité sociale (IJSS) maladie pendant 20 jours maximum, sans condition d'ouverture de droits et sans application du délai de carence.

**A noter.** Ils pourront par ailleurs bénéficier, pendant cette période, du dispositif conventionnel (*CNN66 ou CCN51, subrogation/complément de salaire*), à condition toutefois de pouvoir justifier des conditions prévues par la convention (*exemple : d'un an de présence administrative continue au sein de l'association*).

#### Depuis le 24/03/2020 :

Les salariés ayant moins d'un an d'ancienneté pourront bénéficier de l'indemnité complémentaire aux allocations journalières prévue par la loi et ce, sans application du délai de carence (les salariés ayant plus d'un an d'ancienneté bénéficient eux de l'indemnité complémentaire prévue par la Convention Collective 66).

	<b>Coronavirus Covid-19</b> <b>PLAN DE REPRISE</b> <b>D'ACTIVITÉ (suite)</b>	Référence :	PRA
		Version :	1
		Date application :	29/06/2020
		Page :	<b>11 sur 15</b>

**Cas n°4 : Pour les salariés qui ont été en contact avec d'autres personnes saines mais qui se sont révélées malades par la suite :**

Lorsqu'un salarié a été en contact avec une personne cas covid, en fonction de l'analyse faite par les acteurs de contact-tracing, il pourra être soumis à une période de confinement pendant 14 jours.

**En l'absence de symptômes et de mise en confinement, les salariés doivent venir travailler.**


**Dans le cas où des symptômes se manifesteraient**, les salariés sont invités à consulter leur médecin traitant sans délai. *cf. cas n°2.*

L'employeur doit ainsi prendre des mesures de précaution prenant en compte ce risque.

**Les mesures de précaution** figurant dans le **protocole Coronavirus (milieu ouvert, hébergement, UHD, placement familial, nettoyage, ...)** doivent être respectées et les salariés doivent :

- ✓ Surveiller l'apparition de symptômes (température, toux, difficultés à respirer...) ;
- ✓ Se laver les mains régulièrement ou utiliser d'une solution hydro-alcoolique ;
- ✓ Limiter les contacts avec les personnes fragiles (femmes enceintes, malades chroniques, personnes âgées...) ;
- ✓ Ne pas fréquenter les lieux où se trouvent des personnes fragiles (hôpitaux, maternités, structures d'hébergement pour personnes âgées...) ;
- ✓ Respecter scrupuleusement les directives de déplacement dérogatoires prévus par le ministère de l'Intérieur
- ✓ Port du masque dès lors que le mètre de distanciation ne peut être assuré (cf. plus haut partie sur LE MASQUE)

**Si ces recommandations sont bien suivies**, le risque pour les autres salariés et pour le public est limité, puisque seul un contact étroit (cf. définition) avec des personnes présentant des symptômes pourrait les contaminer.

	<b>Coronavirus Covid-19 PLAN DE REPRISE D'ACTIVITÉ (suite)</b>	Référence :	PRA
		Version :	1
		Date application :	29/06/2020
		Page :	<b>12 sur 15</b>

### **Cas n°5 : Pour les salariés qui sont en contact avec les jeunes malades mis en isolement :**

L'activité professionnelle doit continuer à être exercée au sein du service touché par le Coronavirus (où il a été en contact avec la personne devenue malade), en évitant tout contact avec les autres services non touchés.

Il convient donc d'anticiper l'organisation des lieux d'isolement.


***Cf. Protocole Coronavirus (milieu ouvert, hébergement, UHD, placement familial, nettoyage, ...).***

De manière générale, en cas de foyer de contamination dans une unité de vie ou un service, il est impératif que le personnel qui y **travaille y soit dédié** et n'assure pas d'autres missions en transversalité dans le reste de l'établissement.

La désignation de la ou des personnes chargées d'assurer le suivi du jeune malade en isolement, sera faite en fonction **des critères suivants classés par ordre de priorité** :

1. L'éducateur référent (sauf s'il s'agit d'une femme enceintes et les personnes qui présentent un terrain médical fragilisé –justifié par certificat médical)
2. à défaut, salarié volontaire
3. à défaut, salarié de moins de 55 ans
4. à défaut, salarié sans charge de famille
5. à défaut, salarié n'ayant pas d'enfant à charge de moins de 16 ans
6. à défaut, salarié n'ayant pas ascendant à charge de plus de 70 ans

Les salariés concernés appliqueront les mesures prévues au cas 4 et ***dans le Protocole Coronavirus (milieu ouvert, hébergement, UHD, placement familial, nettoyage, ...)***

	<b>Coronavirus Covid-19</b> <b>PLAN DE REPRISE</b> <b>D'ACTIVITÉ (suite)</b>	Référence :	PRA
		Version :	1
		Date application :	29/06/2020
		Page :	<b>13 sur 15</b>

### **Cas n°6 : Pour les salariés qui ont été atteint du COVID et dont l'arrêt de travail prend fin :**

Si le salarié a bénéficié d'un arrêt de travail lié au COVID-19, il est préconisé au salarié de se rapprocher de son médecin traitant afin de confirmer la reprise possible du travail.

Pour la reprise à son poste de travail, le supérieur hiérarchique s'assurera que :


- ✓ le salarié a eu un contact avec son médecin traitant et dans le cas contraire l'encourage à le contacter
- ✓ soit sensibilisé aux gestes barrières, au lavage des mains et au port du masque ainsi qu'au présent plan et aux protocoles mis en œuvre au sein de l'établissement.
- ✓ si l'arrêt de travail a duré au moins 30 jours, d'organiser avec le médecin du travail :
  - ➔ Prioritairement, une visite médicale,
  - ➔ En cas d'impossibilité d'organiser une visite médicale : un appel téléphonique du salarié.



La procédure de levée d'isolement et de reprise de travail ne prévoit pas de test de dépistage. Si le salarié désire en faire un pour connaître son éventuelle immunité, il peut s'adresser à son médecin traitant qui pourra, s'il le juge nécessaire, prescrire un dépistage.

Compte tenu des circonstances actuelles et du décret n° 2020-410 du 8 avril 2020 adaptant temporairement (jusqu'au 31 août 2020) les délais de réalisation des visites et examens médicaux par les services de santé au travail à l'urgence sanitaire, il est possible que la visite de reprise soit reportée, ce qui n'empêche pas le retour effectif du salarié.



	<b>Coronavirus Covid-19 PLAN DE REPRISE D'ACTIVITÉ (suite)</b>	Référence :	PRA
		Version :	1
		Date application :	29/06/2020
		Page :	<b>14 sur 15</b>

## 7. Les mesures d'adaptation de l'organisation du travail


Sauf concernant les personnes vulnérables (Cas n°1) ou les personnes mises en confinement suite à l'analyse des acteurs de contact-tracing (cas n°4), il convient de revenir à une activité normale à compter du 29 juin 2020 et au plus tard le 10 juillet 2020 (en lien avec la fin de l'état d'urgence).

Les mesures d'adaptation prévues dans l'ancien PRA, n'ont plus vocation à s'appliquer (notamment le recours facilité au télétravail).

**Les règles d'utilisation des locaux** restent définies par le Référent Covid-19 établissement en fonction de la configuration des locaux.

Les principes généraux sont les suivants :

- La présence des collaborateurs dans les bureaux ou les salles de réunion est possible sous réserve du respect des règles générales précitées et des règles de distanciation prévoyant 1 mètre de distance entre chacun.
- Il est nécessaire d'effectuer une aération régulière des espaces clos en dehors de la présence des personnes. Il est nécessaire de s'assurer du bon fonctionnement et de l'entretien de la ventilation mécanique (VMC). Il ne faut pas utiliser de ventilateur, si le flux d'air est dirigé vers les personnes. Les systèmes de climatisation, dont la maintenance régulière doit être assurée, doivent éviter de générer des flux d'air vers les personnes et de recycler l'air, en recherchant la filtration la plus performante sur le plan sanitaire.
- Une aération régulière des espaces de travail et d'accueil du public est organisée si possible (pendant 15 min toutes les 3 heures) ; sinon, on s'assurera d'un apport d'air neuf adéquat par le système de ventilation.
- Dans la mesure du possible, les ascenseurs ne doivent pas être utilisés. En cas de nécessité, une utilisation « un par un » est préconisée.
- Pour le personnel travaillant en bureau, chaque personne présente sur site doit contribuer à l'entretien des surfaces collectives de travail en utilisant les lingettes désinfectantes mises à disposition sur site ou des flacons de produits désinfectants et papier essuie-tout ; ainsi avant de s'installer à un poste de travail ou par exemple, d'utiliser un photocopieur, chacun doit nettoyer la surface concernée à l'aide de ces produits et effectuer ensuite un lavage complet des mains.
- L'accès aux espaces communs de restauration et de détente se fait dans le respect des règles générales précitées.

	<b>Coronavirus Covid-19 PLAN DE REPRISE D'ACTIVITÉ (suite)</b>	Référence :	PRA
		Version :	1
		Date application :	29/06/2020
		Page :	<b>15 sur 15</b>

**Le protocole de nettoyage et de désinfection des locaux / véhicules reste de rigueur :**



Cf. Protocoles Coronavirus Nettoyage.

- **Retour aux tickets restaurant :**

**La prime panier** avait été mise en place, en lieu et place des tickets restaurant, au vu des difficultés d'acheminement de la poste de ces derniers et du manque de possibilité de restauration extérieure.

Au regard de la réouverture des restaurants et de la possibilité de reprendre la distribution des titres restaurants, il n'est plus possible de procéder au versement d'une prime panier (risque de redressement URSSAF).

Le décret n°2020-706 du 10 juin 2020 adapte, jusqu'au 31 décembre 2020, les modalités d'utilisation des titres-restaurant dans les restaurants, hôtels-restaurants et débits de boissons assimilés en autorisant leur utilisation le dimanche et jours fériés et en augmentant le montant maximal d'utilisation de 19€ à 38€ par jour.